

Au plus tard le **17 décembre**, toutes les entreprises employant **au moins 50 personnes** et basées dans l'UE devront se conformer à **la directive de l'UE sur les lanceurs d'alerte**.



La directive vise à protéger les personnes qui **signalent des violations** de la législation UE dont elles ont eu connaissance **dans le contexte professionnel.**

Les signalements peuvent concerner :
violations de la vie privée, inconduite financière, protection des consommateurs, harcèlement, questions environnementales, et plus encore.

Qui est concerné ?

La directive s'applique aux **entreprises ou filiales** de **l'UE** d'au **moins 50 employés**.



Important : même si votre entreprise est basée en dehors de l'UE, si vous avez une succursale européenne d'au moins 50 employés, la succursale doit également se conformer à cette nouvelle directive.



Pour être en conformité, il faut que les employés disposent d'un canal de signalement interne pour notifier les violations en assurant les points suivants:

👉 assurer **l'anonymat** des lanceurs d'alerte

👉 **éviter** que le lanceur d'alerte ne subisse des **représailles**

Attention : pas seulement les employés, mais aussi les bénévoles et les candidats peuvent signaler des violations.



Les canaux de signalement traditionnels (téléphone, courrier, etc.) peuvent être limités :

👉 ils ne sont pas accessibles 24 heures par jour

👉 ils risquent de compromettre l'anonymat des lanceurs d'alerte.

Un logiciel peut simplifier la transmission et la collecte des signalements.

Vous devez vous conformer à la directive de l'UE sur les lanceurs d'alerte ?

En tant que **partenaire Bronze** de iubenda, nous pouvons vous aider à gérer la conformité des signalements grâce à un **outil dédié et facile à mettre en œuvre.**



Contactez-nous pour toute information complémentaire

